Que faire pour l'environnement ?

Après la COP 21, le monde se partage entre ceux qui se félicitent d'une prise de conscience mondiale et ceux qui se désolent de l'absence d'engagements contraignants notamment en termes de moyens et d'échéances.

Il est vrai que les représentants des nations et les médias ont largement popularisé les défis du changement climatique et l'enjeu de sortir l'économie mondiale de sa dépendance aux énergies fossiles. Pour autant, l'accord obtenu, nécessitant une double ratification pour être mis en œuvre et ne comportant aucune sanction, autorise de fait la continuation des causes du changement climatique en cours.

La question qui se pose comporte deux niveaux de réponses que chaque citoyen soucieux de l'avenir de notre société et de la « maison commune » peut traduire en actions concrètes : celles qui relèvent d'un changement de comportement personnel et celles qui relèvent de la « pression » à mettre sur nos élus à tous niveaux (du conseiller municipal au député européen).

Changer de comportement

• En privilégiant l'achat des productions locales et par exemple les fruits et légumes de saison (si possibles bio) nous favorisons le développement d'une agriculture paysanne pourvoyeuse d'emploi et respectueuse de la nature. Les circuits courts réduisent la pollution. Les AMAP cultivent la solidarité.

• Réduire sa consommation de viande rouge contribue à limiter la consommation d'eau et d'entrants chimiques, prendre le temps de cuisiner soi-même permet d'éviter les préparations industrielles sous plastique, créer ou participer à un jardin partagé dans son quartier sont encore des exemples à fort impact.

• Interroger sa banque sur son éthique et changer d'établissement s'il s'avère qu'elle participe à l'évasion fiscale, au financement de l'extraction du charbon, à la spéculation sur les matières premières (donc à la famine). Placer son épargne dans des placements solidaires qui servent l'économie réelle.

• Résister à l'hystérie publicitaire qui nous ordonne de consommer toujours plus en s'interrogeant sur nos vrais besoins naturels et nécessaires comme le prônent toutes les sagesses du monde. Emprunter ou louer plutôt qu'acheter pour accumuler. Eviter les emballages, trier, composter afin de diminuer nos déchets.

• Créer et utiliser une monnaie locale, soutenir les coopératives locales, se réapproprier localement ce qui avait toujours été « *bien commun* » avant de devenir aujourd'hui marchandise comme l'eau potable, les forêts, etc. Réduire notre empreinte énergétique en réfléchissant à nos déplacements et à l'usage de nos équipements.

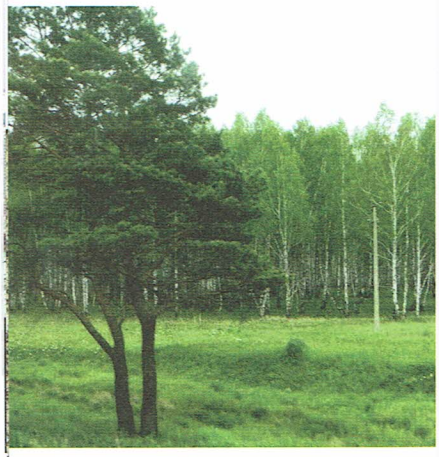
• Privilégier le co-voiturage, la marche à pied, le vélo. Participer à un groupe de défense de la biodiversité, des zones humides, des espaces et des services publics. Créer ou intégrer un réseau d'échange des savoirs (SEL). Limiter l'usage des écrans et le développement énergétivore des data centers[1].

Changer de politique

• Inverser les financements de la PAC. La politique agricole commune européenne privilégie en effet l'agriculture industrielle au détriment de l'agriculture paysanne et des modes de production soutenables : agrobiologie, permaculture, agroforesterie, etc. Interdire par exemple le financement de fermes-usines et les subventions proportionnelles à la taille des exploitations.

• Engager la transition vers une moindre dépendance aux énergies centralisées à l'instar des collectivités qui visent l'autonomie sur leur territoire par un mix d'énergies renouvelables (bio-masse, éolien, solaire, etc.). Dénoncer les investissements dans les énergies fossiles comme les mines de charbon, l'exploitation du gaz de schiste.

1 centre de données ou data center est un site physique sur lequel se trouvent regroupés des équipements, constituants du système d'information de l'entreprise de stockage, équipements réseaux et de télécommunications, etc.).



© *Jean-Louis Barriac*

• Lutter contre le gaspillage dans les restaurants scolaires comme dans la grande distribution. Isoler les bâtiments publics et aider les particuliers à en faire de même : les déperditions énergétiques accentuent la précarité des ménages les plus modestes. Taxer les climatiseurs et les voitures inutilement puissantes.

• Stopper la privatisation du vivant déjà engagé par les bio-banques qui s'accaparent les biens communs que sont les propriétés naturelles de certaines espèces végétales. Des entreprises transnationales sont déjà devenues propriétaires exclusifs de semences et de plantes et asservissent ainsi leurs producteurs. Interdire les pesticides et les OGM. Financer les recherches sur l'impact des nanoparticules et des perturbateurs endocriniens.

• Lutter contre l'évasion fiscale qui constitue l'essentiel du pseudo déficit des nations au lieu de dénoncer le coût des services publics. Exiger le reporting fiscal pays par pays. Contrôler le marché des produits dérivés. Résister au projet de traité transatlantique qui sacralise la liberté de commerce au détriment des nations et des populations. Exiger la séparation des activités spéculatives et des activités bancaires traditionnelles. Transformer les statuts de la BCE –instance non élue- qui refuse de prêter aux états !

• Inciter à la réparation, au recyclage. Taxer les emballages. Faire payer la collecte des déchets au poids. Evaluer chaque décision à son impact sur la justice sociale et sur l'environnement. Sortir du mythe de la croissance infinie et du PIB[2] comme unique indicateur.

• Favoriser les initiatives d'ESS[3] pour réorienter l'économie au service de la population. Conditionner toutes les aides publiques au respect de critères environnementaux et sociaux. Mettre en place l'éco-taxe. Développer les transports en commun.

Loin d'être une liste exhaustive, ces quelques exemples reflètent très partiellement la multitude des actions engagées[4] par tous ceux que l'ordre établi –c'est-à dire la suprématie du profit à court terme, l'exploitation des hommes et des ressources naturelles- ne satisfait pas. Chacun peut ne plus alimenter le désordre en modifiant dès maintenant son mode de vie puis, en fonction de sa sensibilité, participer aux actions collectives qui contribuent au respect de la planète et de la justice sociale.

Henri PEROUZE
Auteur de *Subir ou agir ?*
www.perouze.fr

2 Produit intérieur brut.

3 Economie sociale et solidaire.

4 cf. « *Un million de révolutions tranquilles* » de Bénédicte Manier (Ed. Les liens qui libèrent)
ou « *Tout peut changer* » de Naomi Klein (Ed. Actes sud).

© *Jean-Louis Barriac*

Edgar Morin : *Penser global*, Robert Laffont 2015

Décroissance *(p 81)*

« Pour pouvoir créer une voie nouvelle, il faut abandonner totalement la pensée binaire qui règne plus que jamais. Cette pensée binaire, cette pensée par alternative, c'est celle qui pense ou bien, ou bien et non pas et, et.

On ne peut pas dire : ou bien croissance ou bien décroissance. Mais : croissance et décroissance.

Donc concevoir ce qui doit croître et ce qui doit décroître.

Ce qui doit croître, c'est une économie écologisée, une économie de la santé, une économie du bien public, une économie de la solidarité, une nouvelle éducation.

Ce qui doit décroître, ce n'est pas seulement une économie de guerre, c'est une économie de la frivolité, de l'inutilité, avec ce consumérisme des classes moyennes qui ne peuvent pas résister à la fascination qu'exercent sur eux les marchandises les plus diverses ; je dirais même que doit décroître une économie de la mystification des publicités, etc. ».